

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 15 JUILLET 2003

N° 302 PRIX 0,60 Euros (4 F)



DE NOUVELLES MESURES

CONTRE LES IMMIGRES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E**é d i t o r i a l**

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire:
- Un pouvoir
dictatorial et
assassin au service
de la classe des
riches.

- Lynchage manqué du
ministre de la
communication (p.5)

Page 6
S é n é g a l : L a
"troisième vague de
privatisations"

Page 9
Tchad: Un remaniement
qui fait rejaillir le
clivage Nord-Sud

Page 10
Pandémie du sida: Les
profits d'abord

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

**DE NOUVELLES MESURES
CONTRE LES IMMIGRES**

Ces derniers jours le ministre de l'intérieur, Sarkozy, a fait adopter par le parlement des nouvelles lois contre l'immigration. Et cela ne fait qu'aggraver une situation qui est déjà intolérable.

Tout d'abord pour ceux qui sont dans une situation irrégulière, la durée maximale de rétention avant l'expulsion est passée de 12 à 32 jours. Ensuite pour les travailleurs immigrés la carte de résident valable 10 ans n'est pas accordée après trois ans de présence en France mais après cinq ans. Les attestations d'hébergement pour ceux qui invitent les membres de la famille ou des amis à venir quelques mois en France va devenir plus difficiles à obtenir. Non seulement on doit payer 15 euros pour un formulaire mais en plus les autorités municipales se réservent le droit de refuser si on n'a pas rempli les conditions de logement suffisant selon eux pour accueillir l'invité. Ce dernier doit laisser ses empreintes digitales (comme s'il était criminel) à l'ambassade de France du pays d'origine, ce qui est en fait un fichier informatique exploitable par l'administration policière.

De plus, sous prétexte de lutter contre les mariages blancs, la durée de vie commune pour obtenir la carte de résident est passée de un à deux ans. Par ailleurs, sous le motif de lutter contre tous ceux qui viennent se soigner en France en utilisant la Sécurité sociale de ce pays, les étrangers demandeurs de visa de tourisme seront obligés dorénavant de contracter une assurance pour couvrir leur santé durant leur séjour en France.

Après toutes ces mesures il y a au moins une chose que Sarkozy a osé lâcher, c'est la réforme de la double peine. C'est-à-dire que les étrangers qui ont commis un délit subiront leur peine en France et ne seront pas renvoyés dans leur pays d'origine s'ils sont nés en France ou s'ils y ont résidé plus de vingt ans, ou dix ans en famille. Cette mesure, les partis de gauche au gouvernement n'ont jamais

osé l'abroger. Sarkozy en fait un grand cas. En réalité c'est une mesurette comme un arbre qui cache la forêt.

En fait globalement tout est fait pour rendre la vie des immigrés en France plus dure, surtout celle de cette fraction non négligeable des sans-papiers. Ils sont selon les autorités plus de 100 000. Ils vivent dans des conditions très précaires. Et ce gouvernement n'a pas l'air de s'en soucier. Même pour ceux qui sont en situation normale, la moindre démarche va devenir plus compliquée. Ce sera des heures voire des jours perdus pour la régler.

Ce qui est sûr, c'est que ces nouvelles mesures sont destinées à plaire à l'électorat réactionnaire, les partisans de Le Pen. Mais quoi qu'il en soit, elles n'empêcheront

pas des travailleurs pauvres des pays du tiers monde de faire tout pour venir en Europe, en France, car chez eux la misère est très grande. Et la politique des grandes puissances de par le monde ne fait qu'empirer la situation. Et des populations entières prennent tous les risques pour fuir la misère, la guerre, pour aller tenter leur chance en Europe ou en Amérique.

C'est pour cela qu'il n'y a pas de solution miracle pour résoudre les problèmes des peuples des pays pauvres sans s'en prendre au fondement même du système capitaliste. Dans l'immédiat nous sommes avec ceux qui luttent pour qu'on accorde à tous les sans-papiers des cartes de séjour. Et même pour cela, il est nécessaire que tous les travailleurs de ce pays les soutiennent dans leur lutte.

COTE D'IVOIRE

UN POUVOIR DICTATORIAL ET ASSASSIN AU SERVICE DE LA CLASSE RICHE!

Le 5 juillet à 5 heures du matin, lors d'une opération de "déguerpissement" à l'encontre des habitants du quartier Jérusalem, situé dans la commune de Port-Bouët, la gendarmerie a tué 3 personnes dont un bébé et un vieillard, fait plusieurs blessés par balles dont 5 gravement.

La télé et la radio ont évidemment censuré cette barbarie commise par le pouvoir en place. La radio française RFI en a fait de même. Ils ne pouvaient pas ignorer cette information, puisqu'elle a fait la Une de certains journaux écrits. Quant au journal Fraternité-Matin, proche du pouvoir en place, évidemment, il n'y a consacré qu'un petit article en page intérieure, sans même, d'ailleurs, un soupçon de condamnation.

Cette tuerie ne fera certainement pas l'objet d'un ordre du jour dans le "conseil des ministres" ou dans le "conseil du gouvernement". Ces gens-là ne sont pas à une tuerie près. Aucun tribunal, ni national, ni international, ne jugera ces gendarmes assassins et encore moins leurs commanditaires, le maire de Port Bouët et la société immobilière franco-libanaise SIPIM, à qui la mairie a rétrocédé ce terrain dans l'objectif de faire de juteux bénéfices.

Pour les riches de ce monde et pour leurs représentants au pouvoir, ce qui s'est passé dans ce quartier pauvre est un non événement! Qui étaient donc ces habitants sinon que de simples ouvriers qu'il fallait déguerpier. Tant pis, donc, pour les

morts et les blessés! Tant pis pour les milliers de familles qui se retrouvent sans abris!

Ces gendarmes, auteurs de cette barbarie, ne sont qu'à l'image de leurs maîtres. Non contents, par exemple, de tuer ce vieillard, ils ont voulu camoufler son corps, avant de l'emporter, en espérant ne pas être vus. Quant à ce jeune d'une trentaine d'années à qui ils ont aussi ôté la vie, son seul tort, selon les témoignages des habitants du quartier, a été de "traîner" un peu trop longtemps devant sa case. Ce qui n'a pas été du goût des gendarmes. Raison suffisante pour

qu'il récolte une rafale de plombs de cette bande d'assassins! Quant au bébé qui y a aussi trouvé la mort, c'était suite à une asphyxie provoquée par une bombe lacrymogène jetée à l'intérieur de la maison.

Evidemment, pour les défenseurs patentés de cette société injuste, que ce soit les hauts dignitaires de l'Etat ou la haute hiérarchie des forces armées à leur service, ils justifient ce genre de barbarie, par ce qu'ils appellent l'application des lois dans un "état de droit". Mais leur "droit" en question n'est rien d'autre que celui du plus fort, du plus riche à l'égard des plus démunis.

COTE D'IVOIRE

NON AUX DÉPENSES EN ARMEMENT!

Gbagbo ne cache plus son désir de posséder le plus d'armes possible. Il veut que "la Côte d'Ivoire soit une locomotive militaire dans la sous-région". Pour parvenir à ses fins, il a déjà gaspillé des dizaines de milliards dans des achats d'armes !

Dans ce pays, il manque de tout: logements, hôpitaux, écoles. Lorsqu'il y a en a, ils sont inaccessibles pour la majorité de la population. Mais à croire que ce ne sont pas là, des priorités pour le pouvoir. Il préfère plutôt engraisser les marchands d'armes!

Quand certains lui opposent ces arguments, Gbagbo répond "on ne peut ouvrir d'écoles si quelqu'un qui est armé vient tirer sur les classes". Quelle belle excuse! En tout cas ce qu'il ne dit pas c'est que c'est son armée, ses milices, qui terrorisent les populations! En 10 mois, combien ont-ils fait de morts, rien qu'à Abidjan?

Ce dont on peut être sûr, c'est que ces militaires dont on a vu le "courage" pendant la guerre sauront bien utiliser ces nouvelles armes pour mater la population si jamais elle ose se plaindre!

LOI D'AMNISTIE OU PAS LES VRAIS RESPONSABLES NE SERONT PAS INQUIÉTÉS !

Le projet de loi d'amnistie a été adopté par le gouvernement. Il est en discussion à l'Assemblée Nationale!

Mais amnistie pour qui et pour quoi? Sûrement pour permettre aux dirigeants politiques et aux gradés

de l'armée de dormir tranquilles! Mais avait-il vraiment besoin de voter une loi pour cela, quand on sait qu'après chaque changement de pouvoir, les discours commencent toujours par "il n'y aura pas de chasse aux sorcières". Sinon un dirigeant comme Bédié, père de l'

“ivoirité”, et fier de l’être, ne vivrait pas en toute liberté, de même que les anciens fossoyeurs des deniers publics ne seraient plus à des postes de responsabilité!

Loi d’amnistie ou pas, combien de criminels bien connus se baladent en toute liberté? Prenons les auteurs du charnier de Yopougon. On se rappelle le procès de ces 8 gendarmes accusés et qui, bien qu’identifiés, ont été purement et simplement relaxés après un

simulacre de procès! Depuis le début de cette guerre, pour ne citer que les zones gouvernementales, les forces armées ont tué, violé, volé, incendié des quartiers sans jamais être inquiétés.

Les victimes de guerre n’ont rien à espérer de bon. La justice de ce pays ne sait condamner que les petits délinquants et des boucs émissaires. Quoi que puisse donc dire cette loi, ils ne verront pas leurs bourreaux, les vrais responsables, derrière les barreaux!

COTE D’IVOIRE

LE LYNCHAGE MANQUÉ DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Le 27 juin dernier, le ministre de la communication, Soro Guillaume, a échappé à un lynchage



Guillaume Soro à Paris lors
des accords de Marcoussi

quand il faisait le tour des différents locaux de la radio et de la télévision. Ce ministre est issu du rang de la rébellion. Il est d’ailleurs le secrétaire général de la branche politique de cette

rébellion. C’est au niveau de la direction de la télévision située à Cocody qu’il a été pris à partie par une foule de “jeunes patriotes” surexcités voulant empêcher sa tournée.

Il faut signaler que quelques semaines auparavant, le président de l’Assemblée nationale, membre du FPI, avait demandé à la population, surtout aux jeunes “patriotes”, de désobéir aux ministres issus de la rébellion. C’est suite à cet appel à la “désobéissance civile” que l’un des ministres de la rébellion, le ministre du sport, a été déjà lapidé au cours d’un match de football, qui se déroulait au stade Houphouët-Boigny, le dimanche 8 juin.

Cette fois-ci, ils sont allés plus loin car il s’en fallait de peu qu’un drame se produise. Une telle action ne peut que rouvrir les hostilités sur les différents fronts où un calme précaire règne aujourd’hui.

COTE D'IVOIRE**IL Y A TOUJOURS
PLUS POURRI QUE SOI!**

Depuis la signature des accords de Marcoussis, le Président de l'Assemblée nationale, Mamadou Koulibaly, ne cesse de multiplier des déclarations visant à la reprise des hostilités.

D'ailleurs, il n'a jamais cessé de montrer son hostilité à une solution négociée de la crise. Il incite la population à la "désobéissance civile" et au boycott des ministères rebelles. On peut se demander ce qui excite tant ce monsieur au point de refuser même une sortie de guerre signée par son parti. Les raisons en sont multiples.

D'abord il y a de toute évidence les ambitions politiques de ce monsieur qui voudrait se présenter comme une alternative au sein de son parti et aux yeux de toute la clique réactionnaire et xénophobe du pays.

Pour satisfaire ses ambitions, ce monsieur ainsi que les politiciens en vue dans le pays, sont prêts à joncher les allées du pouvoir de corps ensanglantés. Les

milliers de morts qu' a déjà causé la guerre ne seraient pas encore suffisants. Prompts à se mettre en lieu sûr au moindre coup de pétard, ils sont les champions des discours incendiaires.

Depuis 1993, par presse et état major interposés les partis politiques se sont affrontés. Dans cette querelle, en manque de programme et d'arguments solides, ils se sont affrontés à coups de xénophobie, de tribalisme et de religions. Le résultat de cette campagne est la suspicion, la haine et la division qui ont germé dans la population. Et c'est cela qui a débouché sur cette guerre absurde qui a endeuillé des centaines de familles.

Mais ce monsieur fait un faux calcul. A ce jeu-là il ne sera jamais gagnant. Le nom qu'il porte est déjà suspect aux yeux des xénophobes qu'il flatte aujourd'hui. Il finira par trouver sur son chemin des politiciens rivaux - y compris dans son propre camp - peu scrupuleux capables d'utiliser contre lui les bas sentiments sur lesquels il spéculé aujourd'hui.

SENEGAL**LA "TROISIEME VAGUE
DE PRIVATISATIONS"**

Au Sénégal il est actuellement question de lancer la "troisième vague de privatisations". Il s'agit en réalité de céder à des fonds privés les sociétés d'Etat qui avaient déjà été partiellement privatisées les années précédentes. Ces privatisations touchent les grandes filières agricoles (arachide et coton), les transports (ferroviaire et urbain) et

l'électricité.

Rappelons que la Sénélec avait déjà été privatisée du temps de Diouf sous prétexte qu'une entreprise privée serait plus apte à la faire fonctionner correctement et mettre ainsi fin à toutes les coupures intempestives qui étaient le lot quotidien des Dakarais. Après quelques années de fonctionnement sous la coupe d'une société privée,

il n'en a rien été. Les coupures continuaient toujours et les investissements de "modernisation" promis par les acquéreurs privés n'ont pas été honorés. En arrivant au pouvoir en 2000 Wade renationalisa la Sénélec pour la vendre à un autre acquéreur avant la fin 2004. Huit candidats sont sur la liste des acquéreurs dont Alstom, Caterpillar et Mitsubishi.

Pour la filière arachide c'est la société française Dagrif, déjà actionnaire à hauteur de 20% de la société Sodefitex (coton), qui est pressentie pour devenir le principale actionnaire de la Sonacos.

Quant au chemin de fer Dakar-Bamako dont la privatisation avait été lancée dès 1998, il a été cédé à un consortium franco-canadien, Canac-Getma, qui a pris 51% des actions. La nouvelle société s'appelle Transrail. Les Etats malien et sénégalais n'en détiendront plus que 10% chacun. Il s'agit selon les autorités

sénégalaises de "moderniser" le transport ferroviaire pour en finir avec les pannes incessantes et les temps de trajet trop longs et parfois dangereux à cause de la vétusté du matériel.

C'est "gagnant-gagnant" dit-on. Ceux qui seront les vrais gagnants dans cette affaire, ce seront à coup sûr les sociétés privées car elles ne sont pas folles pour investir sans en tirer profit. Transrail a déjà obtenu des Etats malien et sénégalais le droit de licencier environ un millier de travailleurs sur un total de 2600 que compte Dakar-Bamako. Pour calmer la colère qui gronde déjà parmi les salariés du rail menacés de chômage, il est question d'un futur "plan social" financé par les bailleurs de fonds pour indemniser les futurs licenciés. Il est clair que s'il n'y a pas de réaction de colère et de luttes des travailleurs et de leurs familles, ils risquent de passer pour les premiers perdants de ces privatisations.

SENEGAL

WADE SE PLIE EN QUATRE POUR AVOIR LES FAVEURS DE BUSH

Le 8 Juillet dernier, George Bush a fait une escale de quatre heures au Sénégal en guise de remerciement à Wade pour avoir signé un accord avec les Etats Unis conférant l'impunité à tout citoyen américain au cas où il serait poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI) pour crime de guerre, génocide ou crime contre l'humanité. Le président sénégalais s'est plié en quatre pour satisfaire à toutes les exigences des autorités américaines en matière de sécurité lors de la visite. Des avions de chasse américains ont survolé Dakar et ses environs avant et pendant le séjour de Bush. Toutes les pancartes publicitaires se trouvant sur le

chemin du cortège ont été arrachées de même que les devantures et panneaux des boutiques, afin dit-on de "sécuriser" le parcours.

Des centaines de maisons se trouvant sur le chemin ont été fouillées de fond en comble sans autorisation de leur propriétaires. Quarante huit heures avant, les rues de Dakar avaient été "nettoyées", entendez par-là débarrassées de tous les "indésirables" qui pourraient gâcher le paysage au dirigeant de la première puissance impérialiste. Ainsi la police et la gendarmerie auraient conduit à la prison 1032 personnes dont 900 pour simple vérification d'identité. Les pauvres, mendiants et badauds qui

n'ont pas été embarqués par les autorités ont été soigneusement tenus loin de la ville comme à l'occasion de chaque visite officielle. Quant aux habitants de l'île de Gorée, ils ont été tenus de rester cloîtrés chez eux sauf quelques uns triés sur le volet pour acclamer le cortège présidentiel et écouter le discours hypocrite de Bush sur les malheurs des esclaves des siècles passés. Dakar et ses environs ont été mis en quasi-couvre feu de minuit à 15 heures le jour de l'arrivée de Bush.

Tous ces dérangements et ces moyens importants mis à la disposition d'une seule personne, fût-elle le président des Etats Unis, ont été perçus à juste titre comme une humiliation par une partie de la population sénégalaise d'autant plus que la politique guerrière que Bush a menée en

Afghanistan et en Irak a révolté la plupart des Sénégalais, de même que l'appui des USA en faveur de la politique sioniste de Sharon en Palestine.

La veille de l'arrivée de Bush, une marche de protestation avait été appelée par certaines associations d'intellectuels. Après avoir fait courir le bruit que cette manifestation allait être interdite les autorités sénégalaises l'autorisèrent au dernier moment mais en l'encadrant vigoureusement par les forces de l'ordre. Finalement, seules quelques dizaines de personnes ont marché dans les rues de Dakar pour crier leur colère contre l'arrivée de Bush. Ils ont scandé : "Bush, assassin", "Bush, criminel", "Wade, la honte", "Non à l'invasion américaine en Irak"... Ils ont raison, c'est la vérité

SENAGAL

WADE BRILLE DANS LA DEMAGOGIE A BON MARCHE

Le 28 juin dernier, Les autorités sénégalaises expulsaient



Embarquement des expulsés
français à Dakar

neuf ressortissants français vers Paris. C'est le résultat d'un accord entre Sarkozy et le premier

ministre Sénégalais. Le gouvernement sénégalais avait délibérément laissé courir le bruit selon lequel il s'agissait là d'une politique de "réciprocité" en réponse aux expulsions des ressortissants sénégalais en situation irrégulière en France. Une partie de la presse sénégalaise s'était même félicitée de cet acte comme s'agissant de la "réponse du berger à la bergère". "Charter contre charter" titraient certains journaux, avec des accents nationalistes.

Mais à y regarder de plus près, il ne s'agit-là que de pure démagogie de la part des autorités sénégalaises pour faire croire qu'elles agissent pour "venger" en quelque sorte les humiliations et les expulsions des Sénégalais de France. Il s'agissait au départ de l'expulsion de trente ressortissants

français soi-disant en situation irrégulière. Puis ce chiffre est descendu à quinze puis à neuf en fin de compte. Un seul d'entre eux serait en situation irrégulière. Quant aux autres, ils avaient des démêlés avec la justice sénégalaise pour des motifs divers allant de "l'attentat à la pudeur" à avoir "fumé du haschich" ou "tentative de corruption".

La vérité c'est que les autorités sénégalaises ont conclu un accord avec Sarkozy pour collaborer activement à l'expulsion des Sénégalais indésirables en France. C'est ainsi que des policiers sénégalais viennent jusqu'à Paris pour accompagner les expulsés sénégalais dans les avions charters vers Dakar. Ils facilitent ainsi la tâche des policiers français qui ont parfois à faire face à des petites

émeutes dans les avions ou au cours de l'embarquement. Entre mars et avril de 2003, 126 Sénégalais avaient été expulsés de cette manière vers Dakar. Cela avait provoqué des réactions d'indignation dans la population et dans une partie de la presse. Ces expulsions continuent toujours jusqu'aujourd'hui et avec la collaboration du gouvernement sénégalais. C'est pour tenter de calmer ces réactions que Wade, tout en se faisant le complice des autorités françaises, a trouvé le filon démagogique d'expulser quelques ressortissants français. Sarkozy y a plutôt vu là "la profondeur de l'entente entre la France et le Sénégal". Seuls les naïfs croiront que Wade fait face à Sarkozy pour protester contre les expulsions des Africains en situation irrégulière.

TCHAD

UN REMANIEMENT MINISTERIEL QUI FAIT REJAILLIR LE CLIVAGE NORD-SUD

C'est un fait rarissime qu'un remaniement ministériel soulève tant de passion sinon un regain d'inquiétude dans la petite bourgeoisie tchadienne. Déby, originaire du Nord, vient de désigner comme Premier ministre un ressortissant du Nord. Ici dans l'immigration, les commentaires vont bon train sur cette nomination: "Les gens du Nord veulent nous mettre à genoux" ou "ils veulent nous dominer" ou encore "on n'a jamais vu ça".

En effet, depuis l'indépendance formelle du pays en 1960, tous les présidents qui se sont succédé au pouvoir ont eu respecter cette clause qui ne figure pourtant pas dans la constitution: si le chef de l'Etat est sudiste, il choisit comme Premier ministre un nordiste et réciproquement. Or Idriss Déby qui avait jusque-là respecté cette "tradition", vient de rompre la

règle du jeu.

Ceux qui râlent le plus, ce sont les petits bourgeois, candidats potentiels à la Primature, en particulier les chefs des partis d'opposition. Pour eux, en effet, ressortissants du Sud, ils voient filer sous leur nez ce poste qu'ils avaient tant convoités.

Mais pour le reste de la population, les travailleurs, manoeuvres ou chômeurs sans aucune ressource, ce problème ne les concerne pas, à moins qu'un frère ou cousin cherche à briguer ce poste. Mais combien de ministres ou députés qui, une fois désignés ou élus, regardent du haut de leur perchoir les petites gens qu'ils fréquentaient auparavant?

Que tous les dirigeants soient du nord ou du sud, ils ne vont pas changer le sort des travailleurs et

des pauvres toutes appartenances

régionales ou ethniques confondues.

PANDEMIE DU SIDA

LES PROFITS D'ABORD

L'Afrique est de loin le continent le plus touché par la pandémie du sida. Les personnes infectées, hommes, femmes et enfants



Afrique: enfants séropositifs dans un orphelinat

se comptent par millions. Le temps qui passe ne fait qu'alourdir ce triste bilan. Ce fléau qui continue à faire des ravages en Afrique est revenu au premier plan de l'actualité avec la déclaration de Bush qui a récemment fait une tournée au Sénégal, Nigéria et Botswana entre autres. Lors de cette visite, il a annoncé une "aide" de 15 milliards de dollars sur cinq ans à l'Afrique et aux Caraïbes. Selon lui, la nation américaine "compatit".

Des centaines d'adultes africains meurent chaque jour du sida, chez eux ou dans des hôpitaux-mouroirs, faute de soins adéquats, et surtout de moyens pour se soigner. Et cela dans l'indifférence presque totale des dirigeants des pays les plus riches du monde.

Alors quand Bush parle d'"aide", certains malades de cette

Afrique se mettraient sans doute espérer; ils s'attendraient peut-être à recevoir bientôt des soins gratuits pour bloquer l'évolution de leur maladie, faute de l'éradiquer. Mais ce mot "aide" sorti de la bouche du représentant de l'impérialisme rime avec profit. Les conditions d'obtention n'étant pas encore connues, ces 15 milliards de dollars sont peut-être des prêts qui peuvent rapporter plus. Mêmes non remboursables, cela peut profiter de toutes façons aux trusts pharmaceutiques par l'achat des médicaments.

Même à supposer que cet argent soit versé pour les malades du sida, ce sera sans état d'âme que nos dirigeants vont détourner une partie pour alimenter leurs comptes en banque ouverts dans les métropoles des pays développés.

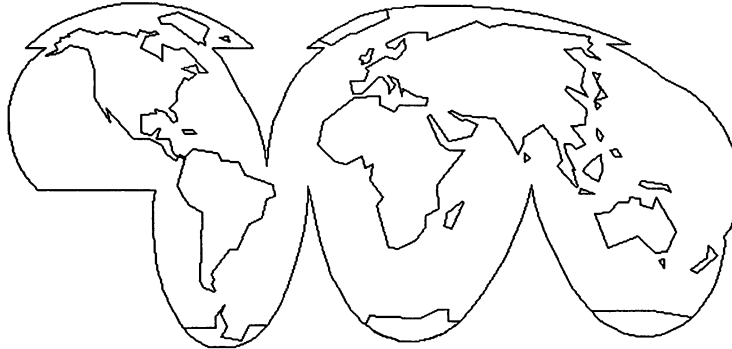
Si Bush voulait vraiment secourir les malades du sida en Afrique, pourquoi a-t-il attendu ce voyage pour annoncer son "aide"? pourquoi n'a-t-il pas agi plus tôt? Quand il s'agit de faire la guerre en Irak parce que les intérêts des capitalistes américains en dépendent (pétrole, entreprises de construction), alors là, c'est urgent. Bush fait pression sur le sénat américain, allant jusqu'à inventer des preuves pour obtenir des crédits. C'est par exemple le cas de l'Irak, avec la prétendue existence "des armes de destructions massives".

Le sida pour Bush, ce n'est pas urgent. Les malades en Afrique qui n'ont pas les moyens de se soigner n'ont qu'à crever. Quand les grandes firmes pharmaceutiques, la plupart américaines avaient traîné certains pays, dont l'Afrique du sud devant la justice internationale pour avoir

osé fabriquer des génériques contre le sida, Bush avait laissé faire. C'était le profit d'abord. D'où lui vient cette subite compassion avec les malades du sida d'Afrique ? L'annonce de son "aide" ressemble plutôt à une pré-campagne électorale destinée aux Noirs américains qui votent généralement "démocrate"

alors que Bush est "républicain". Elle ressemble aussi à une opération de marketing destinée à soigner son image de marque gravement ternie par l'intervention militaire en Irak. Côté africain, c'est pour plaire à certains dictateurs des pays dont il convoite ou exploite les richesses naturelles.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.